

REPORTING



Rapport annuel 2002-2003

Commission de
développement
économique des
Premières Nations du
Québec et du Labrador

Éditeur original

Commission de développement économique
des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL)

Traduction

Traduction Aline Chéné

Infographie

Siamois Graphisme

Impression

Lithochic

Pour plus d'information

CDEPNQL

250, Place Michel-Laveau, bureau 202

Wendake (Québec) GoA 4Vo

Téléphone : (418) 843-1488

Télécopieur : (418) 843-6672

Reproduction par quelque procédé que ce soit et traduction,
même partielle, interdites sans l'autorisation écrite de la
Commission de développement économique des Premières
Nations du Québec et du Labrador.

Table des matières

MOT DU PRÉSIDENT	4	
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	5	
RAPPORT D'ACTIVITÉS 2002-2003	6	
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CDEPNQL	8	
LES EMPLOYÉS DE LA CDEPNQL	9	
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	10	
ÉTATS FINANCIERS		
Résultats	11	
Évolution des surplus.....	12	
Bilan	13	
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS	14	
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS SUR LES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		16
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		
Sommaire des résultats sectoriels.....	17	
Résultats sectoriels -	18	
Financement de base - 2702	18	
Colloque - 2813.....	19	
Formation - 2672.....	20	
Table de concertation	21	
Matériel d'information et promotionnel.....	21	
Sommet National.....	22	
Conseiller - développement économique	22	

Mot du président

C'est avec une grande fierté que je collabore à la réalisation de ce rapport annuel de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL).

J'ai participé à la fondation de la CDEPNQL et ai accepté le mandat et les responsabilités de la présidence depuis novembre 2002. Cette tâche importante en plus de mes fonctions comme directeur général de la Société de développement économique de Betsiamites m'ont permis de constater à quel point il est important pour chacun d'entre nous de se consulter, de s'informer et surtout de garder à jour nos compétences dans plusieurs secteurs d'activités. Il y a ainsi beaucoup de défis à relever quotidiennement pour chacun d'entre nous et il est important de croire en nos capacités, en notre expertise et en notre volonté concertée.

La consolidation des efforts de tous les intervenants du développement économique communautaire autochtone et inuit me permet d'envisager un avenir prometteur pour nos membres. Nous participons enfin à un processus de concertation et nous collaborerons à développer un meilleur avenir pour les collectivités. Dorénavant, il n'est plus question de parler du développement économique des Autochtones et des Inuits, il est temps de parler de l'économie autochtone et inuite.



Je souhaite remercier tous les intervenants qui ont contribué à l'essor de notre organisme régional notamment les divers paliers gouvernementaux s'impliquant de plus en plus. Je désire également souligner l'implication de tous les organismes autochtones et inuits, des différentes commissions de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ayant travaillé à la mise sur pied et à l'avancement de la CDEPNQL. Sans leurs généreuses contributions

financières, consultatives et en ressources humaines nous n'aurions pu voir aujourd'hui la création et l'essor de notre organisme.

Ce document est le fruit de nombreux efforts des membres de la CDEPNQL, mais également d'une équipe de travail mettant à profit leurs connaissances afin d'améliorer les services offerts par la CDEPNQL au Québec et au Labrador. Un mandat qui, dans les conjonctures économiques et politiques actuelles, peut s'avérer ardu. Nous ne devons donc pas nous concentrer sur les embûches, mais se féliciter de nos réussites quotidiennes, de notre implication et de notre créativité.

Enfin, notre succès est dû à la force de notre réseau, à la volonté des Premières Nations et des membres des collectivités de prendre leur avenir en main. Nous sommes là pour découvrir de nouveaux horizons, pour assurer l'avancement économique et social de nos nations dans le respect d'un développement économique autonome et fidèle à nos cultures!

Tshinashkumitnau!
Merci à tous!

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Normand Bacon'.

Normand Bacon
Président

Mot du directeur général


Le bureau de direction de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) est en opération depuis septembre 2001 et, à partir de ce jour, plusieurs demandes de financement ont été adressées à des bailleurs de fonds potentiels. Toutefois, la réceptivité de ces derniers a été difficile à obtenir. C'est pourquoi les activités de l'année 2002-2003 ont dû être axées sur la recherche de financement.

Selon le plan stratégique de développement de la CDEPNQL, accepté par les Chefs lors de leur assemblée de juin 2002 à Essipit, pour respecter ses mandats, la CDEPNQL devait réaliser des activités très coûteuses, et ce, dès sa première année d'existence. Cependant, ce n'est qu'en septembre 2002 que la CDEPNQL a conclu une première entente de financement pour ses opérations. Pourtant, avec des ressources humaines et financières restreintes, la CDEPNQL a tout de même réalisé plusieurs activités de son plan stratégique de développement et plusieurs autres sont en voie de réalisation.

Bien que le travail ait été concentré sur l'établissement de la structure administrative, la tenue d'un colloque en novembre 2002, sous le thème « L'Économie concertée – ensemble vers un but commun » a permis à la CDEPNQL de consolider son identité et son image dans le milieu des affaires des Premières Nations. L'évaluation des besoins de formation et une consultation sur le sujet auprès des agents et des représentants du développement économique ont permis d'élaborer une politique de formation de même qu'un plan de formation déjà enclenché pour ces derniers.

En quelques mois seulement, la CDEPNQL a réussi à démontrer l'importance et la viabilité d'un tel organisme en s'affirmant auprès des organisations des Premières Nations et en créant des liens crédibles auprès des différents paliers gouvernementaux. Tout ce travail a été possible grâce à la collaboration d'une équipe dynamique et je tiens à remercier sincèrement les membres du personnel de la CDEPNQL qui croient au succès de celle-ci et qui démontrent une ardeur au travail sans compter le temps et l'énergie nécessaires à son développement.

Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leur soutien moral et décisionnel de même que pour leur confiance, principes essentiels à la bonne marche des opérations de la CDEPNQL. Enfin, il ne faut pas passer sous silence l'appui de nos partenaires financiers qui ont cru et qui continueront, je l'espère, de croire au développement économique des Premières Nations et à l'essor de la CDEPNQL.



Pierre Bastien
Directeur général



Rapport d'activités

2002-2003

6

Nos activités de l'année 2002-2003 ont été orientées principalement sur la recherche de financement afin de mettre en œuvre le plan stratégique de développement. Voici donc les activités réalisées au cours de cette année financière.

Vous y trouverez, de manière plus détaillée, les réalisations se rattachant au suivi administratif et ensuite les activités selon les mandats de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL).

Cet événement nous a permis de mettre en application un nouveau mode électoral, à la grande satisfaction de tous. Madame Michèle Audette, présidente de Femmes Autochtones du Québec, a présidé cette assemblée. Le colloque L'Économie concertée – Ensemble vers un but commun s'est déroulé au cours des deux journées suivant l'assemblée. L'effet de concertation de cet événement a permis de consolider nos orientations et de saisir la variété des besoins à court terme pour chacun de nos mandats.

Le conseil d'administration s'est rencontré à trois reprises et a su relever les défis rattachés au démarrage et à la structuration de l'organisme. Il a procédé à l'embauche d'un nouveau directeur général. Un Agent d'information a également été embauché, tel que recommandé dans le plan stratégique. En collaboration avec les différentes commissions de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) et sous l'expertise d'un consultant référé par l'École nationale d'administration publique (ENAP), nous avons élaboré un manuel du personnel. Il est déjà entériné par le conseil d'administration et nous permet de gérer sagement et équitablement les politiques applicables au personnel.

L'élaboration d'un système comptable adapté aux besoins de notre organisme permettra, dès qu'il sera en application, d'obtenir un suivi approprié et de rencontrer les exigences des bailleurs de fonds. Un vérificateur comptable assurera rigoureusement les activités financières. Aussi, comme les fonds de notre organisme faisaient partie de l'activité bancaire de l'APNQL pour des fins de démarrage, des démarches ont été entreprises pour ouvrir notre propre système bancaire. À partir de l'année financière 2003-2004, les transactions de la CDEPNQL seront effectuées avec la Banque de Montréal.

Administration

Afin de revoir le statut et d'assurer la structuration de la CDEPNQL, nous avons modifié les statuts et les règlements généraux, plus spécifiquement en ce qui a trait à l'assemblée générale, au rôle et aux responsabilités des principaux acteurs. Un nouveau mode électoral a également été établi pour les administrateurs afin de garantir une continuité dans l'orientation décisionnelle de nos dossiers.

L'assemblée générale annuelle, pour l'année financière 2001-2002, s'est tenue le 19 novembre 2002, où une très bonne participation des membres a été constatée.

Information

Afin de tenir informés nos membres et de créer une prémisses de concertation, divers outils ont été produits. Le premier bulletin d'information a été réalisé en septembre 2002. Depuis, dans chaque parution, nous améliorons la variété des informations. Aussi, une pochette de presse, où peuvent s'insérer des feuillets d'information, des lettres et des documents, transmet une image dynamique et professionnelle de notre organisme. Un dépliant d'information d'ordre général a également été réalisé afin de faire connaître les agents et les représentants du développement économique communautaire (ODEC); il se veut un document de référence pour les différents ministères et organismes impliqués dans le giron de nos activités.

Un dernier outil très attendu a été développé à la fin de cette année financière : le site Web. Actuellement au stade d'essai, il nous permettra d'offrir en ligne des informations, mais aussi des services de consultation et de formation pour nos membres. Avec un volet réservé au clavardage, nous espérons qu'il saura répondre aux attentes des membres.

Formation et recherche

Associé à l'ENAP, nous avons entamé un processus relatif à la définition des besoins en matière de formation. Afin de préparer un plan de formation continue pour nos membres, nous avons élaboré un questionnaire ayant servi de préambule à une journée de consultation. Celle-ci s'est tenue le 18 février 2003 et a permis à nos membres de définir leurs besoins spécifiques de formation pour les trois prochaines années. Pour adopter un processus conduisant à la formation et à son contenu, nous avons cru bon de développer une politique de formation pour bien cerner le rôle et les responsabilités de tous les gens impliqués. Ce processus nous permettra d'y associer plus aisément des bailleurs de fonds.

Au lendemain de cette formation, notre organisme s'est impliqué à l'organisation d'une journée d'information sur l'application de la Loi sur l'équité salariale (un sujet qui deviendra plus actuel au cours des prochaines années). Un comité régional sur l'équité salariale, dont nous faisons partie, a été formé et nous élaborerons un processus d'information pour venir en aide aux communautés désirant de l'aide pour l'application de la loi.

Représentativité

En ce qui concerne la représentativité, à la demande des membres, nous siégeons à un comité national évaluant le Programme de développement économique communautaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Cette implication permettra de connaître en avance la position du Conseil du Trésor face à ce programme puisque des modifications y seront apportées en 2005.

En plus, notre implication au Comité des technologies et des télécommunications nous permet de comprendre la démarche entreprise par Industrie Canada. Elle nous permet également d'évaluer les besoins d'infrastructures face au projet « larges bandes » pour les communautés.

Finalement, notre imputabilité aux Chefs des Premières Nations du Québec et du Labrador nous conduit à leur livrer de l'information continuellement afin de les garder à jour sur tous les dossiers touchant le développement économique. Nous avons donc participé aux différentes assemblées pour présenter nos dossiers et nos activités. Ces rencontres furent également l'occasion d'amener à l'ordre du jour nos perceptions sur les tendances en développement économique à l'échelle régionale et locale.

Conclusion

De par les accomplissements réalisés dans le secteur administratif par notre équipe, à la CDEPNQL, il est possible de croire en une amélioration du rendement des services directs offerts à nos membres. Ainsi, au cours de la prochaine année, nos cinq principaux mandats seront complétés de manière plus structurée. Une meilleure organisation, une gestion efficace et un service à la clientèle plus développé seront donc au rendez-vous du prochain rapport d'activités.

Le conseil d'administration de la CDEPNQL

8

Les collectivités et les organismes du développement économique communautaire des Premières Nations et des Inuits du Québec et du Labrador peuvent être membre de la CDEPNQL et obtenir un siège à l'assemblée générale. Depuis sa création, la CDEPNQL représente les intérêts économiques des communautés autochtones et des villages inuits du Québec et du Labrador, soit plus de 45 000 membres des Premiers Peuples.

Les agents et les représentants du développement économique communautaire (ODEC), en assemblée générale, se nomment un conseil d'administration composé d'un représentant par nation : abénaquise, innue, algonquaine, huronne-wendat, crie, atikamekw, inuite, malécite, mi'kmaq, mohawk et naskapie.

Le conseil d'administration indique les priorités au bureau de direction de la CDEPNQL, assurant leur application. Il se dote également d'un comité exécutif, soit le président, le vice-président et le secrétaire-trésorier, qui voit au suivi efficace des mandats : informer les ODEC ; assurer leur formation ; les soutenir dans leurs projets ; représenter leurs intérêts ; effectuer des recherches et soutenir leur développement.

La CDEPNQL tient à remercier tous ceux et celles qui ont participé au processus décisionnel depuis sa création. Sans eux, cet organisme de concertation ne serait pas disponible.

Membres du conseil d'administration de la CDEPNQL

Nom	Titre	Nation	Substitut
Normand Bacon	Président	Innue	Marc Genest
Alfred Loon	Vice-président	Crie	Marlene I. Kitchen
Major Kistabish	Secrétaire-trésorier	Algonquaine	Elgin Coté
Réjean Gros-Louis	Membre	Huronne-wendat	Raymond Picard
Diane Brière	Membre	Malécite	Carol Dallaire
Denis Gill	Membre	Abénaquise	Daniel G. Nolett
Jeannette Boivin	Membre	Atikamekw	Christian Awashish
Sampson Einish	Membre	Naskapie	Coco Calderhead

Les employés de la CDEPNQL

Composée selon le plan stratégique approuvé par les Chefs de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, l'équipe de la CDEPNQL est nouvelle, mais combien dynamique. Les employés déploient toute l'énergie nécessaire à l'atteinte des objectifs fixés. À l'écoute des besoins des membres, l'équipe possède les compétences et la détermination pour assurer l'essor de l'organisme de concertation des agents et des représentants du développement économique autochtone et inuit.

Conseiller en développement économique

(à combler)

Dès qu'il sera en poste, le conseiller en développement économique offrira un soutien aux agents et aux représentants du développement économique communautaire en se déplaçant au sein des communautés pour offrir une expertise d'affaires concrète.



Pierre Bastien

directeur général

Nommé directeur général en septembre 2002, Pierre Bastien assure la mise en œuvre du plan stratégique de la CDEPNQL. Avec son équipe, il a préparé l'organisme à prendre un envol sur des bases solides afin d'assurer un développement à long terme.



Lorraine Rhéaume

secrétaire administrative

Lorraine, en poste depuis décembre 2001, assure avec dynamisme la coordination de toutes les activités liées au secrétariat et au service à la clientèle.



Caroline Nepton-Hotte

agente d'information

En poste depuis juillet 2002, Caroline voit à la diffusion d'information concernant le développement économique communautaire et use de sa créativité pour répondre aux besoins en communication des membres.

Rapport des vérificateurs

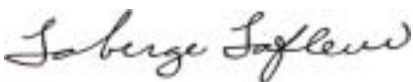
10

Aux membres de
Commission de développement économique des
Premières Nations du Québec et du Labrador

Nous avons vérifié le bilan de Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador au 31 mars 2003 et les états des résultats et de l'évolution des surplus pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la commission au 31 mars 2003, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et selon les directives incluses dans le Manuel de clôture d'exercice du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada tel que décrit dans les conventions comptables à la note 2.



COMPTABLES AGRÉÉS

Résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS

Affaires indiennes et du Nord Canada	266 495	
Entreprise autochtone Canada	24 730	
Développement économique Canada	71 823	
Secrétariat aux affaires autochtones	45 000	
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	6 422	
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	50 000	
Inscriptions	5 145	
Location de kiosques	1 575	
Commandites	4 500	
		<hr/>
		475 690
Produits reportés à la fin		<hr/>
		137 329
		<hr/>
		338 361

CHARGES

Financement de base	209 972	
Colloque	65 034	
Formation	32 539	
Table de concertation	214	
Matériel d'information et promotionnel	12 995	
Sommet National	5 000	
Conseiller - développement économique	45	
		<hr/>
		325 799
		<hr/>

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES 12 562 \$

Évolution des surplus pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

	Investi en immobilisations corporelles	Non affecté	Total
	\$	\$	\$
Excédent des produits sur les charges	-	12 562	12 562
Immobilisations corporelles -			
Investissement	25 666	-	25 666
Amortissement	(2 888)	-	(2 888)
SOLDES À LA FIN	22 778	12 562	35 340

Bilan
au 31 mars 2003

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Contributions à recevoir -	
Affaires indiennes et du Nord Canada	31 000
Secrétariat aux affaires autochtones	40 000
Entreprise autochtone Canada	5 110
Avances - Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	<u>98 849</u>

174 959

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 3)

22 778

197 737 \$

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Comptes fournisseurs et autres créditeurs	25 068
Produits reportés (note 4)	<u>137 329</u>

162 397

ACTIF NET


SURPLUS INVESTI EN IMMOBILISATIONS 22 778

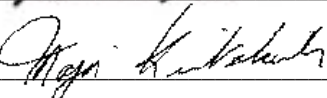
SURPLUS NON AFFECTÉ 12 562

35 340

197 737 \$

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL

 , administrateur

 , administrateur

Notes afférentes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La commission est constituée par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et a comme mission de promouvoir, soutenir et défendre les représentants en développement économique membres en favorisant la circulation de l'information, la concertation et le soutien aux intervenants.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations -

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Constatation des produits -

La commission applique la méthode du report pour comptabiliser les produits. Les produits affectés sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les produits non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

Immobilisations corporelles et amortissement -

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et l'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Ameublement et équipement de bureau	10 %
Équipement informatique	20 %

Les acquisitions et dispositions d'immobilisations corporelles de l'exercice sont imputées aux résultats comme produits et charges. L'amortissement des immobilisations corporelles est imputé directement en diminution du surplus investi en immobilisations corporelles et n'affecte pas le résultat des opérations. Cette pratique n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada, mais conforme aux directives incluses dans le Manuel de clôture d'exercice du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Ameublement et équipement de bureau	22 449	2 245	20 204
Équipement informatique	3 217	643	2 574
	<u>25 666</u>	<u>2 888</u>	<u>22 778</u>

4. PRODUITS REPORTÉS

Secrétariat aux affaires autochtones -	
Financement de base	40 000
Développement économique Canada -	
Formation	47 374
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec -	
Conseiller - développement économique	<u>49 955</u>
	<u><u>137 329 \$</u></u>

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des contributions à recevoir, des avances et des comptes fournisseurs et autres créiteurs correspond approximativement à la valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

6. FLUX DE TRÉSORERIE

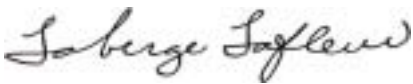
L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car cet état financier n'apporterait pas de renseignements supplémentaires pour la compréhension des mouvements de liquidités au cours de l'exercice.

Rapport des vérificateurs sur les renseignements supplémentaires

16

Aux administrateurs de
Commission de développement économique des Premières
Nations du Québec et du Labrador

Les états financiers vérifiés de Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador et notre rapport sur ceux-ci en date du 12 mai 2003 sont présentés séparément. Les renseignements supplémentaires qui suivent proviennent des registres comptables sur lesquels nous avons effectué des sondages faisant partie des procédés de vérification utilisés au cours de notre vérification des états financiers mentionnés ci-dessus et, à notre avis, ces renseignements sont bien présentés sous tous leurs aspects significatifs par rapport aux états financiers pris comme un tout ; cependant, ces renseignements ne sont pas essentiels pour la présentation de la situation financière et des résultats des opérations de Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador.



COMPTABLES AGRÉÉS

Sommaire des résultats sectoriels pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

	Produits	Charges	Excédent
	\$	\$	\$
Financement de base	219 581	216 142	3 439
Colloque	74 157	65 034	9 123
Formation	32 539	32 539	-
Table de concertation	214	214	-
Matériel d'information et promotionnel	12 995	12 995	-
Sommet National	5 000	5 000	-
Conseiller - développement économique	45	45	-
	344 531	331 969	12 562
Produits et charges intersectoriels	6 170	6 170	-
	<u>338 361</u>	<u>325 799</u>	<u>12 562</u>

Résultats sectoriels Financement de base - 2702 pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS

Affaires indiennes et du Nord Canada	211 495
Secrétariat aux affaires autochtones	40 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	6 422
Administration intersectorielle - Sommet National	1 664
	<hr/>
	259 581
Produits reportés à la fin	40 000
	<hr/>
	219 581

CHARGES

Salaires et charges sociales	117 843
Loyer	5 000
Frais de voyage et d'hébergement	21 213
Frais de traduction	9 747
Frais de formation	686
Télécommunications	3 647
Frais - site Internet	1 300
Publicité, promotion et frais d'impression	1 025
Frais de représentation	660
Papeterie et frais de bureau	3 930
Entretien et réparation	217
Frais de gestion	4 800
Honoraires de vérification	3 000
Intersectoriel -	
Matériel d'information et promotionnel	1 202
Formation	3 304
Acquisition d'immobilisations corporelles	25 666
Contribution - Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	11 495
Divers	1 407
	<hr/>

216 142

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES

3 439 \$

Résultats sectoriels
Colloque - 2813
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS

Affaires indiennes et du Nord Canada	50 000
Entreprise autochtone Canada	12 937
Inscriptions	5 145
Commandites	4 500
Location - kiosques	1 575
	<hr/>
	74 157

CHARGES

Salaires et charges sociales	4 251
Location de salles et frais d'hébergement	15 542
Honoraires professionnels et de consultation	3 396
Frais de voyage	17 792
Frais de traduction	15 546
Télécommunications	964
Publicité, promotion et frais d'impression	5 552
Papeterie et frais de bureau	1 326
Divers	665
	<hr/>
	65 034

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES

9 123 \$

Résultats sectoriels
Formation - 2672
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS

Affaires indiennes et du Nord Canada	5 000
Développement économique Canada	71 609
Intersectoriel - Financement de base	<u>3 304</u>
	79 913
Produits reportés à la fin	<u>47 374</u>
	32 539

CHARGES

Salaires et charges sociales	2 348
Loyer	1 000
Location de salles	1 234
Honoraires professionnels et de consultation	8 200
Frais de voyage et d'hébergement	12 292
Frais de traduction	3 103
Frais de formation	914
Télécommunications	800
Publicité, promotion et frais d'impression	595
Papeterie et frais de bureau	<u>2 053</u>
	<u>32 539</u>

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES

- \$

Résultats sectoriels
Table de concertation
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS	
Développement économique Canada	214
CHARGES	
Frais de voyage et d'hébergement	<u>214</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u><u>- \$</u></u>

Résultats sectoriels
Matériel d'information et promotionnel
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS	
Entreprise autochtone Canada	11 793
Intersectoriel - Financement de base	<u>1 202</u>
	12 995
CHARGES	
Publicité, promotion et frais d'impression	<u>12 995</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u><u>- \$</u></u>

Résultats sectoriels
Sommet National
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS

Secrétariat aux affaires autochtones 5 000

CHARGES

Frais de voyage et d'hébergement 3 336

Frais d'administration intersectoriels -

Financement de base 1 664

5 000

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES

- \$

Résultats sectoriels
Conseiller - développement économique
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

PRODUITS

Commission de développement des ressources
humaines des Premières Nations du Québec 50 000

Produits différés à la fin 49 955

45

CHARGES

Frais de traduction 45

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES

- \$